

Article 31 du Règlement

Il déclare, et je cite: «Ils salissent en même temps des centaines, sinon des milliers de mes soldats, en ne se basant sur aucune preuve.» Il ajoute, de plus: «Il y a dans le monde des milliers de soldats canadiens qui font un travail fantastique, y compris ceux qui sont en Somalie. Je souhaite simplement que les gens s'en rappellent.»

Avant de porter des accusations et de parler à tort à travers de cette situation, il faut attendre les résultats des enquêtes qui suivent une procédure rigoureuse et qui sont du ressort du juge-avocat général.

Les députés de l'opposition aux Communes ont la responsabilité de s'informer et d'établir les faits. Mais en l'absence de toute preuve, plutôt que d'utiliser des mots donnant l'impression que l'armée est criblée de problèmes, ces mêmes députés libéraux et néo-démocrates pourraient peut-être se présenter en Somalie et faire le même travail, et ce, dans des conditions extrêmement dangereuses. J'attends donc vos déclarations.

* * *

[Traduction]

LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ

M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire): Monsieur le Président, dans son nouvel ouvrage, le rapport de la *Gazette* de Montréal, Nicholas Regush, affirme qu'à Santé et Bien-être social, la Direction générale de la protection de la santé est devenue la Direction générale de la protection des sociétés pharmaceutiques.

Prenons le cas d'Imitrex. Malgré les avertissements des scientifiques au sujet de ses dangers, les fonctionnaires ont cédé aux pressions du fabricant et ont tôt fait d'approuver le produit. Certes, on a maintenant une nouvelle usine de 70 millions de dollars, mais 70 personnes souffrent aujourd'hui des graves effets secondaires de ce médicament.

C'est également le cas d'Halcion. En dépit des 450 cas d'effets secondaires, dont neuf incidents graves, Santé et Bien-être social a refusé de retirer ce médicament du marché. Quant au Toradol, il a fallu que ce produit cause six décès avant que Santé et Bien-être social commence à se poser des questions.

Les licenciements de préposés à l'évaluation des médicaments, la fermeture de la Section des produits naturels ainsi qu'une étroite collaboration avec l'industrie sont toutes des mesures inscrites au programme des conservateurs. Il est donc possible que d'autres affaires du genre de celle que l'on a connue avec les prothèses mammaires

Même se reproduisent si l'on ne permet pas à la Direction générale de la protection de la santé de reprendre sa mission, à savoir protéger non pas les sociétés pharmaceutiques, mais bien les Canadiens qui ont besoin de soins.

* * *

LES PENSIONS

L'hon. Alan Redway (Don Valley—Est): Monsieur le Président, la semaine dernière, le premier ministre de l'Alberta, Ralph Klein, a annoncé qu'il supprimait les pensions, y compris la sienne, des députés élus à l'assemblée législative depuis 1989. Hier, Bob Rae a accepté d'examiner les pensions des députés de l'assemblée législative de l'Ontario après que le chef du Parti conservateur, Mike Harris, a dit que c'était une assiette au beurre.

Pourquoi cela se produit-il? Parce que des millions de Canadiens partagent l'opinion de Joan Taillon, de Saint-Constant, au Québec, qui m'a écrit récemment pour dire ceci:

Toutes ces dépenses extravagantes ont commencé à une époque de vaches grasses, mais cette époque est révolue. Nous sommes fauchés! Le puits est à sec! Il n'y a plus d'argent!

Ils partagent aussi l'opinion de Robert J. Brown, de Vancouver-Nord, qui m'a écrit ceci:

Ce qui rend de nombreux électeurs mécontents, c'est que le gouvernement traite les députés comme des gens qui font partie d'une classe privilégiée et qui peuvent établir leurs règles derrière des portes closes et décider tout ce qu'ils veulent, tant que c'est le Trésor public qui paie.

Quand le président du Conseil du Trésor examinera-t-il les pensions des députés?

* * *

• (1405)

L'EXPOSITION SUR LA CIVILISATION GRECQUE

Mme Shirley Maheu (Saint-Laurent—Cartierville): Monsieur le Président, je voudrais saisir cette occasion pour annoncer à la Chambre que la ville de Montréal, le maire Jean Doré et la Société du Palais de la civilisation ont organisé une des expositions artistiques et archéologiques les plus impressionnantes qui soient sur la civilisation grecque: La Macédoine, royaume d'Alexandre le Grand.

Des événements de ce genre rehaussent le patrimoine multiculturel du Canada et nous aident à comprendre les origines de la collectivité hellénique au Canada. Par l'entremise des Canadiens d'origine grecque, nous avons un lien direct avec la Grèce classique, berceau de la civilisation occidentale.